

# LE COURRIER CATALAN

GAZETTE D'INFORMATION BI-MENSUELLE

Rédaction et Administration : 71, Rue de Rennes, Paris (VI<sup>e</sup>)

Abonnement Annuel : France : 35 fr. — Etranger : 50 fr.

3<sup>e</sup> ANNÉE | N° 50 |

1<sup>er</sup> JUIN 1926

## NOUVELLES DE LA QUINZAINE

**NOUVELLES DÉTENTIONS.** — M. Cases, avocat de Barcelone, et un de ses collègues, ont été arrêtés, soupçonnés de séparatisme. La police continue à perquisitionner chez les catalanistes notoires. D'autres personnes ont été arrêtées et gardées au secret. Parmi celles-ci, le poète Salvador Perarnau. On aurait découvert l'existence d'un complot séparatiste.

**LES MEMBRES DU BARREAU DE BARCELONE.** — Les membres du Barreau de Barcelone, exilés dans les circonstances que l'on sait, ont pu regagner leurs domiciles en vertu de l'amnistie accordée par le gouvernement de Madrid. Le bâtonnier M. d'Abadal est rentré malade à Barcelone. Sont également rentrés en Espagne les déportés de Chafarinas, MM. Jimenez Asua, F. de Cossío, A. Casanueva et Salvador M. Vila. Avant de quitter Chafarinas, les déportés ont adressé à M. Unamuno une lettre émouvante où ils protestent contre les mesures arbitraires dont ils ont été l'objet.

**PRIMO S'ATTRIBUE DES POUVOIRS DISCRETIONNAIRES.** — Un décret paru le 17 mai à la Gazette, confère au gouvernement des pouvoirs discrétionnaires en matières gouvernementales et disciplinaires pour adopter des mesures et appliquer des sanctions, même celles outrepassant les attributions conférées par la Constitution. Dans ce cas, l'accord préalable du conseil des ministres devra être acquis et la décision publiée dans la Gazette officielle.

**L'AFFAIRE DE GARRAF.** — On procède à la mise au point du procès-verbal des séances du Conseil de guerre qui a vu le procès de Garraf. L'affaire passe au Tribunal Suprême de la Guerre et de la Marine.

**LES TRAITRES.** — MM. Alfonso Sala et José Mila y Camps, qui ont fait, dès le début, le jeu du Directoire, ont reçu des titres de noblesse. Le dictateur en personne s'est rendu à Barcelone pour leur rendre un hommage éclatant. M. Sala est nommé marquis d'Egara, M. Mila, marquis de Montseny. Ce sont là des préparatifs pour assurer au roi, dans sa prochaine visite à Barcelone, une réception moins glaciale que celle de 1925. Mais y réussira-t-on ?

**LES SPORTIFS.** — Les Catalans ont remporté à Madrid une nouvelle victoire sportive. Le team de foot-ball « Barcelone » a battu celui de Madrid, dans l'épreuve finale du championnat d'Espagne. En apprenant cette nouvelle, la foule se livra, à Barcelone, à des manifestations d'enthousiasme. Mais la police espagnole regarda d'un mauvais œil ces manifestations et elle chargea contre les paisibles citoyens. Il s'ensuivit des bagarres et des détentions. Six jeunes hommes ont été écroués.

**CRISE ÉCONOMIQUE.** — La crise économique où se débat la Catalogne s'accroît de plus en plus. L'industrie est à demi paralysée. Beaucoup de maisons font faillite, et les banques sont chancelantes. Le nombre des sans-travail augmente chaque jour.

**MUSIQUE CATALANE A PARIS.** — Sous la présidence d'honneur de M. Vincent d'Indy, un concert de musique catalane sera donné le 3 courant à la salle de la Schola Cantorum, avec le concours de M<sup>lle</sup> Marià-Josepa Regnard et de MM. Joan Gibert-Camins, J. Civil i Castellvi et Ionel Ghiga. Le Chor Occità, que dirige M. Fontbernat, donnera, le 12, un grand concert à la Salle Gaveau, avec le concours de la cobla « La Principal », de La-Bisbal, qui donnera une audition de sardanes, la danse nationale catalane.

## LE DERNIER COMMUNIQUÉ ESPAGNOL



« Nous sommes toujours solidement accrochés sur le rivage marocain. »

(Der Goetz, Vienne.)

## RÉSULTATS

Nos plus fidèles lecteurs n'auront pas manqué d'observer que la sentence du Conseil de guerre réuni à Barcelone, sur l'ordre du Directoire, afin de juger les malheureux prisonniers prévenus d'avoir participé au complot de Garraf, a confirmé nos prévisions. Sentence et débats ont montré l'intention bien arrêtée d'exagérer par ordre une culpabilité précaire... et les débats n'ont pas tardé à dévier : on ne s'y est pas trompé : il s'agissait bien plutôt de traquer quelques patriotes, d'effrayer les nationalistes catalans tous ensemble, que de juger les auteurs d'un crime manqué. Ce crime, nous l'avons dit aussi déjà, il ne pouvait pas réussir... parce qu'il avait été manifestement inventé et organisé de toutes pièces par une police très zélée, à seule fin d'attirer dans un piège de malheureux partisans.

Mais l'un des avocats de la défense a eu le courage de prononcer les paroles nécessaires en face des soldats de Primo déguisés en juges d'occasion : il a eu le courage de leur dire ce qu'ici nous disons depuis des mois à Primo lui-même : en cherchant à enrayer par la force et l'intimidation le mouvement catalan en faveur de l'autonomie, on ne réussira qu'à l'accentuer. Faire des martyrs, c'est stimuler les courages. Déjà, la Catalogne réclame vengeance pour laver les condamnations odieuses de l'autre jour. On peut prévoir que les malheureux condamnés par le Conseil de guerre n'accompliront qu'une partie de leur peine. Mais leur exemple aura fait plus pour l'indépendance catalane qu'aucune propagande politique ne saurait faire. J'ignore s'ils sont complètement innocents ou non. Mais exagérer la peine à laquelle on condamne un coupable, aux yeux de l'opinion, c'est l'innocenter.

En même temps qu'il fait condamner les nationalistes catalans, afin de bien démontrer l'inexistence politique et historique de la nation catalane, le gouvernement, qui a hérité les prérogatives du Directoire, continue la guerre à l'intelligence. Il persécute sans merci l'indépendance de l'esprit, quand elle se manifeste par des sentiments élevés. L'inauguration du monument à Ramon y Cajal en a fourni une occasion retentissante en plein Madrid. La désignation du successeur d'Unamuno à l'Université de Salamanque en a fourni une autre. Un professeur et quelques étudiants furent exilés à la suite de cette désignation scandaleuse à tant d'égards.

Quel a été le résultat des vexations infligées à quelques intellectuels par un tyran ? C'est l'Athénée de Madrid qui l'a fait connaître : Tous

les intellectuels sont désormais hostiles au gouvernement de Primo, comme tous les Catalans sont devenus nationalistes sous son gouvernement.

Le Courrier Catalan a déjà publié la digne protestation de l'Athénée de Madrid au nom des intellectuels.

J'espérais trouver trace de cette effervescence spirituelle dans les lettres que M. Maurice Martin du Gard adresse aux *Nouvelles Littéraires* mais il est manifeste que cet aimable écrivain allait chercher en Espagne, à Madrid, veux-je dire, des informations infiniment moins superficielles. De même que M. Henry de Montherlant ne daigne s'intéresser qu'aux corridas, c'est la seule influence (littéraire... évidemment) de ses amis qu'il souhaite de retrouver près des jeunes auteurs castillans. Quand donc un écrivain décidé à ne fermer les yeux sur rien et à tout nous rapporter se décidera-t-il à tenter le voyage afin d'édifier, par le succès d'un gros tirage, la plus grande partie du public français ? J'aimerais apprendre que Pierre Benoit consacrerait à la question catalane l'intrigue de son prochain roman : du coup, deux cent mille citoyens français découvrirait la Catalogne et protesteraient avec nous contre la dictature la plus monstrueuse qui se puisse imaginer : celle qui oppose la force à l'intelligence.

Si Paul Adam était encore des nôtres, il nous ferait souvenir que toujours la ruse, c'est-à-dire le pouvoir de l'esprit, a vaincu la force. C'est la leçon profonde de maints de ses ouvrages. Et il eût chaudement approuvé (comme d'ailleurs le ferait M. Paul Souday) les membres de l'Athénée d'avoir affirmé avec tant de force que « toutes les impulsions humaines doivent se subordonner à la pensée et que la pensée ne peut vivre sans liberté ».

C'est parce que la pensée n'est plus libre, au pays de Cervantès et d'Unamuno, que la Catalogne est en état de rébellion. Tant que la contrainte madrilène épargna les droits de l'esprit et le dialecte national, les revendications demeureront d'ordre administratif. Le séparatisme catalan est l'œuvre du Directoire : de ce Directoire qui s'attaqua successivement aux œuvres de pensée de la Mancomunauté, aux professeurs, à la langue maternelle, aux étudiants, aux avocats de Barcelone, à toutes les intelligences enfin... et qui, désormais, non content d'avoir consommé le divorce hispano-catalan, juge politique d'étendre à toute l'Espagne le champ de ses représailles anti-intellectuelles.

F. JEAN-DESTHIEUX.

## LETTRE DE BARCELONE

L'affaire de Garraf. — Le coup d'œil de Primo de Rivera. — Le Dictateur à Barcelone. — Le gouverneur militaire de Gérone contre l'évêque de Perpignan.

Barcelone, mai.

L'affaire de Garraf n'est pas finie. L'arrêt du tribunal qui était en tout conforme aux informations que nous avons données dans notre dernier numéro, n'a pas été approuvé par les autorités militaires. On se rappelle que le Conseil de guerre avait prononcé sept condamnations, dont cinq de prison à perpétuité. Il y avait aussi deux acquittements. En conséquence, on assure que l'affaire passera au tribunal suprême de la guerre et de la marine et qu'il sera nécessaire de revoir nouvellement l'affaire. Les défenseurs, d'après ce qu'on nous dit, ont déjà adressé à Madrid leurs informations. Il s'est donc produit une nouvelle détente qui ajourne la solution de l'affaire. A-t-on trouvé trop bénignes les décisions du Conseil de guerre ? Tout le fait croire. On voit donc dans quel état d'esprit est le gouvernement espagnol vis-à-vis des Catalans.

Primo de Rivera n'a pas de chance avec les notes qu'il livre à la presse. Elles découvrent bien des fois que certains événements qui pourraient être considérés comme des succès du gouvernement le surprennent comme des faits inespérés. C'est ce qui vient d'arriver avec la soumission d'Abd el Krim. La veille de la soumission du chef rebelle, lorsque les journaux français considéraient déjà la situation d'Abd el Krim comme fort difficile, le général Primo de Rivera a publié une longue note sur les affaires du Maroc. Cette note, par rapport aux notes qu'il publie habituellement, était d'un ton plutôt pessimiste. En voici quelques passages :

« Dans le moment actuel, notre succès est complet, mais nous n'avons pas résolu le problème. »

« Que nous manque-t-il ? Parcourir avec nos colonnes, en marche triomphale, tout le territoire de la zone, en soumettant et en désarmant les Kabyles et organisant le pays sous un type maghazénien, c'est-à-

dire : respect à la religion, à la propriété, aux usages et aux coutumes, mais sous d'autres armes que celles des *mejzemies* nommés par les fonctionnaires de notre Maghzen ; imposition de tributs en argent et en travail, sans cruauté, mais sans faiblesse, que nous payerions bientôt cher. »

« Cela est-il possible ? Ce n'est pas facile, mais c'est possible pour un chef comme le général Sanjurjo et pour une armée telle que celle qu'il commande, à laquelle, à mesure qu'elle avancera, des collaborateurs indigènes s'uniront, surtout si on l'autorise à payer des « munas » et à faire des dépenses politiques avec toute liberté, dépenses qui n'outrepasseront jamais l'épargne de quelques jours de campagne. »

« Sans un désarmement complet et une très étroite surveillance pour que le Riff et Djebala ne puissent avoir de nouveau des armes, le problème serait extrêmement compliqué ; la seule existence d'un groupe de rebelles et de quelques centaines de fusils obligerait à soutenir des milliers de soldats, en prévision des postes nombreux qui pourraient être attaqués. Avec un désarmement complet, les forces du Tercio et les forces indigènes suffiraient pour notre tranquillité. »

Tout autre système qui permettrait aux Rifains de conserver les armes, hors du nombre très limité des *mejzemies* (garde urbaine rurale des Kabyles) est utopique et propice pour que (oubliant la leçon d'aujourd'hui — l'esprit belliqueux renaît facilement chez les Maures), un nouveau soulèvement soit provoqué par le premier fanatique ou ambitieux qui se propose d'obliger la France et l'Espagne à de nouveaux, sanglants et coûteux efforts. »

« Le commandement militaire du Maroc n'a pas fait la moindre indication pour qu'on lui envoie des renforts, mais le gouvernement les lui a offerts, pour le cas où les garnisons de Melilla, Ceuta, Arcila,

Tetuan, Larache et Axdir devraient sortir de leurs bases et être substituées par des troupes péninsulaires, parce que, ni pour épargner des hommes, ni pour épargner l'argent, l'Espagne ne doit pas manquer de tenter la solution de ce problème. Et si ces troupes doivent partir, elles partiront, contentes et avec le meilleur esprit, car en Espagne on n'en aurait aucun besoin, puisque la paix et l'ordre y sont garantis par l'esprit civique et par les corps auxquels elles sont spécialement confiées. »

Malgré que la soumission d'Abd el Krim ne représente pas la solution totale du problème, il est hors de doute que si Primo de Rivera l'avait prévue pour un terme plus ou moins prochain, il n'aurait pas publié une note pareille, qui a eu la vertu de mettre en souci l'opinion publique parce qu'elle y a vu — et non sans raison — l'annonce d'une augmentation des dépenses et de l'envoi de forts contingents de troupes au Maroc. L'inquiétude, nonobstant, n'a duré que quelques heures. Le lendemain, on lisait avec satisfaction la nouvelle de la soumission d'Abd el Krim, et l'impressionnable peuple espagnol passait rapidement à un état de confiance totale et de joie bruyante. Des félicitations et des congratulations se croisaient d'un bout à l'autre du pays, les édifices s'illuminaient, le journal « El Debate » demandait pour Primo de Rivera le troisième galon de général, à Zamora, à minuit, au grand étonnement de la population on lançait les cloches de l'hôtel de ville à toute volée. Personne ne se rappelait plus des déclarations faites la veille par le général Primo de Rivera, et lui-même annonçait qu'il avait écrit une lettre au général Sanjurjo afin d'étudier la façon d'organiser la zone et de procéder à un sérieux rapatriement de troupes.

Le Dictateur est actuellement à Barcelone, où il prépare, dit-on, un prochain voyage du roi, et où il est venu s'informer personnellement, non seulement de la situation politique, mais aussi de l'état d'esprit de la garnison de Barcelone. Une cérémonie a eu lieu, dès son arrivée, à la Députation provinciale. Le général, prenant la parole, a affirmé que les problèmes du Maroc et du séparatisme présentaient l'inconvénient de n'avoir pas été traités avec sincérité. Il a rappelé que les mêmes manifestations se sont toujours répétées au sujet de l'unité de la patrie et de l'usage de la langue catalane. Le général Primo de Rivera a ajouté qu'il est chaque fois plus disposé à prêter l'oreille, car le peuple le veut, et que son seul remords de conscience est de n'avoir peut-être pas poursuivi assez rigoureusement les maux du pays (1).

Comme on le sait, Mgr Carselade, évêque de Perpignan, a eu la belle initiative de célébrer à Font-Romeu, le 5 août, des Jeux Floraux en l'honneur de la Vierge des Neiges. Il a publié, dans ce but, une touchante allocution adressée aux poètes de langue d'oc et de langue d'oïl, car en ces deux langues pourront être présentées les compositions poétiques. Comme représentants d'une des plus riches branches de la langue occitane, les Catalans du versant méridional des Pyrénées y sont aussi appelés. Les Catalans ont su apprécier et remercier le vénérable prélat de cette attention à leur égard. Par contre, le susceptible esprit espagnol a vu en ce geste, si simple et si naturel, un mépris pour la langue de Cervantès.

Et voilà le général Despujol, gouverneur militaire de Gérone, se croyant dans le devoir d'adresser à l'évêque de Perpignan une lettre dont voici les principaux passages :

« Rien de plus charmant et suggestif pour tout esprit vraiment chrétien que cette offre à la Reine des Anges, mais V.S.I. me permettra de lui exprimer, avec tout le respect qu'on doit à la haute hiérarchie ecclésiastique qu'elle possède, le douloureux étonnement qu'a produit en moi, Espagnol-Catalan, l'inégalité de traitement que V.S.I. applique aux habitants des deux versants des Pyrénées, car si ceux du versant nord peuvent louer notre Reine commune dans l'harmonieuse langue de Lamartine, qui est celle de toute la belle terre de France, pourquoi ceux du versant sud ne doivent pas pouvoir élever leurs hymnes dans la riche langue de Cervantès, qui est celle de toute l'Espagne ? V. S. I. ne croit-elle pas qu'un acte si grandiose est rapetissé si on n'y admet pas, en ce qui concerne le versant espagnol, d'autre langue que celle de Verdagner ? Et si l'invitation était exclusivement adressée, comme il semble se déduire du passage final de l'allocution de V. S. I., aux poètes du Roussillon, de la Provence et de la Catalogne, limitation qui pourrait, jusqu'à un certain point, sembler logique, à cause de l'endroit où l'image de Notre-Dame de Font-Romeu est vénérée, ne serait-il pas plus juste et plus équitable que si, pour concourir au prix, les Espagnols doivent glorifier leur mère en catalan, en la langue de Verdagner, les Français fussent obligés de le faire en provençal, en la langue de Mistral ? »

« Lorsque V. S. I., qui est Prince de l'Eglise Catholique, Ministre d'un Dieu qui a prêché l'amour entre les hommes et est mort en pardonnant à ses bourreaux, a cru devoir agir ainsi, même en sachant qu'une foule immense de pèlerins « de France et d'Espagne » accourra à ces fêtes, elle doit avoir ses raisons, qui échappent à la modeste pénétration de votre serviteur qui baise dévotement l'anneau pastoral. »

Nous imaginons le fin sourire de Mgr Carselade en recevant cette lettre. Il y aura répondu avec toute courtoisie, mais aussi son esprit, si pénétrant, aura su trouver les mots justes pour donner une leçon à ce brillant général qui a cru pouvoir donner, lui,